

# Comment ne plus être progressiste ... sans devenir réactionnaire

de Jean-Paul Besset

(Notes de lecture de Jean-Paul Allétru  
Janvier 2006)

La crise climatique va constituer l'événement politico-économique numéro un du XXIème siècle. La Terre est entrée dans sa sixième grande période d'extinction des espèces, la crise est sans précédent depuis l'extinction des dinosaures. Dès aujourd'hui, une trentaine de pays sont en situation de « pénurie hydrique, combien seront-ils bientôt, après que le réchauffement climatique et la croissance démographique seront passés par là ?

A Las Vegas, les résidents sont invités à ne plus arroser leur pelouse. Mieux : la municipalité paie 11 \$ cash le mètre carré de gazon volontairement arraché. A Sidney, un arrosage de gazon ou un nettoyage de voiture non autorisé peut entraîner jusqu'à 30 000 € d'amende !

La pollution chimique constitue une menace grave pour l'enfant et pour la survie de l'homme.

Le télescopage entre l'intensité et l'instantanéité du choc donne le vertige. Sans doute la vie, qui est robuste, s'adaptera-t-elle. Mais quelle vie ? Celle des bactéries et des virus ?

**Le pire est donc en route.** Les conditions pour que le scénario noir se réalise reposent sur la confirmation des tendances déjà à l'œuvre (croissance de la production, de la consommation, des déplacements, à base d'énergies fossiles). L'hypothèse qui privilégie un scénario moins catastrophique est, elle, extraordinairement problématique : pour retrouver une stabilité climatique, il faudrait inverser la mécanique économique et sociale afin de parvenir, d'ici à 2050 dans les pays industrialisés, à une division par quatre des émissions de gaz à effet de serre. **Or on ne relève aucun signe crédible permettant d'envisager un changement du mode de développement économique.**

Une opération de camouflage est habilement montée par les fanatiques du statu quo, afin que tout principe de prudence soit abandonné. L'exorcisme porte un nom : « scientifiquement prouvé ». La moindre réserve de principe ou prudence de langage des scientifiques est mise à profit pour justifier l'inaction. N'a-t-il pas fallu 17 ans à la communauté internationale pour interdire l'usage des aérosols tueurs de la couche d'ozone ?

La Chine, dont le « décollage économique » éblouit le monde, est le théâtre du plus grand exode que le monde ait connu : 150 millions de ruraux ont quitté la terre ces dernières années pour venir s'installer en ville et y former un sous-prolétariat corvéable à merci. 186 millions supplémentaires vont les rejoindre dans les prochaines années. Les conséquences de la crise du vivant frappent massivement les plus démunis, c'est-à-dire ceux qui ont le moins contribué aux gaspillages et à la dégradation générale. La société de consommation de la communication, absorbée par d'intenses frivolités, préfère fermer les yeux.

Et depuis 2000, chaque année, 76 millions de personnes - augmentation nette – s'ajoutent à la famille humaine...

Le moteur, la **croissance**, tourne à plein régime. 3%, c'est le chiffre clé ! Au-dessous, c'est la panique. La machine économique ne crée plus assez d'emplois et de recettes fiscales si la croissance reste « molle ».

Ce sont les 4x4 qui se vendent le mieux, la climatisation des habitations, des bureaux et des automobiles se généralise.

La communauté internationale proclame qu' « il faut accroître substantiellement et de façon urgente la part des sources d'énergie renouvelables ». On fait l'inverse !

Renoncer à la corne d'abondance ? Question incongrue, obscène, impensable ! Un seul dieu, le Progrès, un seul dogme, l'économie politique, un seul rite, la consommation. Le monde est devenu idéologiquement unique. Tout le monde est convié à la fête : Smith avec le dynamisme du marché, Ricardo avec les avantages comparatifs, Keynes avec l'intervention de l'Etat, Marx avec la libération des forces productives.

Tant qu'elle est restée compatible avec les équilibres naturels, la croissance économique a globalement apporté du mieux aux hommes, essentiellement en Occident, le reste du monde restant hors circuit ou se faisant piller ses ressources.

Mais pour que la Chine amène environ le dixième de sa population à son niveau actuel, encore très inférieur à celui des classes moyennes occidentales, il a fallu que le pays multiplie sa consommation de ressources par 3,6 et augmente ses émissions de gaz à effet de serre de 47 % entre 1990 et 2003. Déjà, cette boulimie déclenche la fièvre sur les marchés du pétrole, de l'acier, de l'aluminium, du nickel, du cuivre. « Le rêve américain en Chine pourrait devenir le cauchemar du monde », résume Lester Brown.

Un antilibéralisme de combat s'exprime avec force dans les rangs du mouvement altermondialiste. On pourrait se féliciter de voir s'affirmer une force critique contre la dérive marchande universelle . Mais est-ce suffisant de *s'arrêter là* ? La destruction de la planète résulte de la contamination généralisée des esprits et d'une action menée par tous les hommes, à laquelle, Jean-Paul Besset en convient aisément, le capitalisme apporte un sérieux coup de main. **Le discours altermondialiste** permet de disculper la société en renvoyant la charge du délit sur un « système ». Il **évite de porter le fer dans la plaie**, et d'engager des ruptures avec ce qui, réellement, nous aliène.

Les particuliers sont, en France, responsables pour moitié des émissions de gaz à effet de serre. A cause de leurs voitures, de leurs déplacements, de leur moyen de chauffage, de leur consommation, de leurs loisirs.

Au nom du principe de liberté, la stratégie environnementale adoptée par l'ensemble des gouvernements consiste à ne rien imposer autoritairement. Incitations par-ci, fiscalité par-là, le bricolage est bien en-deçà des enjeux. Il donne l'illusion qu'on agit. Une parcelle d'intégration de la variable écologique – développement durable, croissance douce- ne remet pas en cause la prééminence de l'économique.

En France, entre 1990 et 2000, on est parvenu à réduire d'environ 10% en moyenne la consommation des moteurs. Or, dans le même temps, le trafic des voitures individuelles s'est accru d'un quart, et celui des camions de moitié. Au total, la consommation de carburant a augmenté de près de 30%.

L'économie de la connaissance ? Contrairement aux légendes qui courent, on n'assiste pas à une « dématérialisation de l'économie ». En dix ans, l'industrie manufacturière a crû de 17 %

en Europe, de 35 % aux Etats-Unis, et de 250 % en Chine. Au Nord, les services, les « entreprises sans usines ». Au Sud, les ateliers de la sueur, les petites mains et les gros bras.

**Aucun salut ne s'annonce par la porte de la science.** Ce ne sont pourtant pas les délires qui manquent et qui viennent alimenter l'illusion, du remorquage des icebergs à la séquestration du CO2.

Alors, le nucléaire ? Ne faudrait-il pas, pour assurer l'approvisionnement électrique mondial, multiplier par 10 le parc existant, avec les risques que cela comporte ? Iter ? Contrairement aux discours officiels, son existence n'anticipe pas un passage industriel prévisible ou même envisageable vers l' « énergie des étoiles ».

La participation de la France au budget d'ITER est de 100 million d'euros par an, soit 30 fois plus que ce qu'elle consacre aux recherches sur les énergies renouvelables. L'hydrogène ? Pour être produit, il exige plus d'énergie qu'il n'en dispense.

Y a qu'à développer massivement les énergies renouvelables ! Hélas, le soleil ne brille pas la nuit, et le vent souffle quand il veut. Les biocarburants ne peuvent couvrir les besoins en carburant puisqu'il faudrait leur consacrer toute la surface cultivée terrestre. Les capacités des énergies renouvelables sont dramatiquement sous-utilisées, il faut les développer, mais elles ne nous éviteront pas de devoir restreindre considérablement notre consommation totale d'énergie.

La parole est d'abord aux politiques. Il ne sert à rien de culpabiliser les individus aux prises avec le réglage de leur chaudière si cette stratégie n'est pas appliquée au plus haut niveau : réorientation des transports de la route vers le rail et vers le cabotage, tissage des agglomérations autour de petits centres-villes, réhabilitation énergétique de l'habitat, relocalisation des activités économiques.

La croissance ne diffuse pas la prospérité universelle. N'est-ce pas au sein des pays émergents que les inégalités connaissent la plus forte hausse ? **Le revenu annuel moyen d'un Africain est inférieur au revenu mensuel d'un Rmiste français...**

Alors, **que faire ?** Le repli sur le cadre national n'est pas la solution. C'est au contraire le niveau international qui présente l'échelle pertinente à la prise de conscience comme à l'action.

Il faut instituer le primat de l'écologie sur l'économie. Evaluer la pertinence des choix d'abord selon leur impact sur la vie (et non plus sur la rentabilité du capital). N'assigner au « marché » qu'un champ limité, à côté de l'économie des biens publics, de l'économie sociale, de l'économie domestique, en le corrigeant pour prendre en compte la contrainte écologique. Fonder la fiscalité sur la consommation et les modes de vie au lieu d'imposer le labeur, imposer l'énergie, les machines, les techniques, les procédés à la place de la main-d'œuvre.

Mais laisser croire que le passage à une société durable pourrait s'opérer en douceur relève de l'imposture. Il va falloir réduire, renoncer, sacrifier. Modifier les comportements. Passer à la « société de décroissance ». Ce qui ne veut pas dire « revenir en arrière ».

Et Jean-Paul Besset renvoie dos-à-dos (*mais on n'est pas obligé de le suivre sur ce point*) la droite et la gauche, en appelle à une « social-écologie », espère en un « salut par le Sud », en une démocratie participative, en une gouvernance mondiale. Mais **aurons-nous le temps ?**

### **Commentaire**

*Comment ne pas partager l'inquiétude de Jean-Paul Besset, qui nous offre ici un panorama très documenté, quoique parfois un peu bavard ?*

*Oui, il faut instituer le primat de l'écologie sur l'économie.*

*Et là, nous faisons tous, chacun de nous, du dédoublement de personnalité : d'un côté, nous savons que les questions du changement climatique, de l'épuisement des ressources fossiles, sont des questions infiniment graves ; et de l'autre côté, nous ne changeons rien, et ne voulons rien changer, à notre mode de vie et à nos raisonnements.*

*Et ce dédoublement se retrouve dans les médias. Sans même parler de la presse futile (qui englobe Le Point, l'Express ou le Nouvel Observateur). Dans la presse que nous apprécions, par exemple Le Monde (bien qu'il nous agace souvent), mais aussi hélas Alternatives Economiques, il y a les rubriques bien séparées, l'économie d'un côté (avec toujours une prière pour Sainte Croissance), et l'environnement de l'autre. Comme s'il s'agissait, au dernier moment, d'ajouter une petite couche de peinture verte !...*

*Et bien sûr, ce dédoublement se retrouve dans (presque) toutes les discours tenus par les formations politiques, la palme revenant à Jacques Chirac, capable dans le même mouvement d'un excellent diagnostic (« la maison brûle »), et d'une inaction coupable (« nous regardons ailleurs »). Et aussi (j'espère que je me trompe ?) à ATTAC national, capable d'analyses pertinentes sur l'énergie, les transports, le développement,...mais sans que ces analyses semblent stimuler la réflexion de nos chers économistes.*

*Et c'est là que le propos de Jean-Paul Besset nous laisse sur notre faim (mais peut-être sera-ce l'objet d'un nouvel ouvrage ?) : comment concilier la contrainte écologique avec la question sociale (et en premier lieu la lutte contre le chômage) ?*

*On ne peut compter sur la droite pour cela, elle qui fait la politique voulue par les Marchands, consommez, consommez, enrichissez-nous, et après nous le déluge !*

*Non, on ne peut pas renvoyer droite et gauche dos à dos !*

*C'est à gauche qu'il faut trouver les solutions : mais qui essaie de penser l'économie en la soumettant aux contraintes de l'environnement, et en en faisant en même temps une arme pour plus de justice sociale ?*